La Responsabilité Pénale Du Fait D'autrui Ou Responsabilité Personnelle « Par Le Fait D'autrui

(Réflexion autour de la responsabilité pénale du dirigeant¹ et celle des personnes morales² en droit camerounais)

SATELLITE MAISAWA

Doctorant en droit privé à la faculté des sciences juridiques et politiques

Monitrice à la faculté des sciences juridiques et politiques

Université de Ngaoundéré-Cameroun /annexe de Garoua

Email : etoile.sat@gmail.com

¹ La notion de dirigeant n'est définie par aucun texte de notre droit positif. Répondant aux appellations diverses, celle du chef d'entreprise est la plus usitée en lieu et place de celle du dirigeant. La responsabilité pénale des dirigeants sociaux est une innovation de la loi n°2016/007 du 12 juillet 2016 portant code pénal. V. articles 334-1 à 335-2.

² La responsabilité pénale des personnes morales est une innovation du code pénal de 2016. V. Art 74.

Résumé – Pendant le règne de la justice privée, la responsabilité pénale était collective et objective. L'auteur de l'infraction n'était pas considéré comme personnellement responsable car un membre de la famille quel que soit sa capacité intellectuelle¹ pouvait être emmené à répondre du délit commis par ce dernier. Mais, avec l'apparition de la justice publique, la responsabilité est devenue de plus en plus individuelle et subjective même si aujourd'hui plusieurs controverses doctrinales tournent autour de la responsabilité pénale du chef d'entreprise et celle des personnes morales. Responsabilité du fait d'autrui pour les uns et responsabilité personnelle pour les autres. Mais, la scission entre l'acte matériel et le fait fautif du responsable ne constitue pas une condition de la responsabilité pénale du fait d'autrui. Le chef d'entreprise et la personne morale répondent de leur faute personnelle car il n'est pas une réalité légale, historique ou théorique de la responsabilité qui n'enseigne pas le

principe de sa personnalité. Bref, les deux types de responsabilités semblent consacrer à notre sens une variante de la responsabilité personnelle « par le fait d'autrui » qui ne peut être engagée d'une part que lorsque l'acte matériel est accompli « par le fait d'autrui » et d'autre part que lorsque la faute incombe au responsable. Tout compte fait, on peut être personnellement responsable pour un fait matériellement accompli par autrui sans avoir à recourir à la qualification de la responsabilité pénale du fait d'autrui.

Mots clés – responsabilité pénale - autrui - responsabilité personnelle - « par le fait d'autrui ».

Summary – During the reign of private justice, criminal responsibility was collective and objective. The perpetrator was not considered personally responsible because a family member of any intellectual capacity could be held responsible for the offense committed by the latter. But, with the emergence of public justice, responsibility has become more and more individual and subjective even though today several doctrinal controversies revolve around the criminal liability of the head of a company and that

¹ Pendant le droit traditionnel, la répression ne tenait pas compte du concept d'imputabilité ni même d'imputation. La sanction frappait alors tout homme, qu'il ait toutes ses facultés mentales ou non.

of legal persons. Vicarious liability for some and personal liability for others. However, the split between the material act and the wrongful act of the perpetrator is not a condition of vicarious criminal liability. The business manager and the legal person answer for their personal fault because it is not a legal, historical or theoretical reality of the responsibility which does not teach the principle of its personality. In short, the two types of responsibilities seem to devote, in our opinion, a variant of personal responsibility “by the act of others” which can only be engaged on the one hand only when the material act is performed “by the act of others” and on the other hand that when the fault lies with the person in charge. All in all, one can be personally liable for an act materially accomplished by another without having to resort to the qualification of vicarious criminal responsibility.

Keywords – criminal responsibility - others - personal responsibility – “vicariously”.

INTRODUCTION

1. Aux origines de la civilisation, la participation à l'infraction importait peu et la responsabilité était collective et objective. Pendant le règne de la vengeance privée, la victime et le groupe auquel elle appartenait réagissaient contre l'offenseur et le groupe de ce dernier. Si l'étape suivante marque le temps de la justice privée, les choses ne changent pas véritablement et on évoque encore une responsabilité pénale collective. Peu importe la faute commise par l'individu, qu'elle soit intentionnelle ou non, elle pouvait se communiquer à l'ensemble de son groupe². La façon de participer au crime était alors parfaitement indifférente puisque cette participation elle-même n'était pas exigée.

²La responsabilité est « collective et communicable dans les sociétés inférieures », et ce, « par nature ». V. P. FAUCONNET, *La responsabilité : étude de sociologie*, F. Alcan, Paris, 1920, p. 330.

Seule importait l'appartenance au groupe³. C'est avec l'apparition de la justice publique que la responsabilité pénale va devenir peu à peu individuelle. Et le fameux juriste LOYSEL d'annoncer que « *Tous les délits sont personnels, en crime il n'y a pas de garant* ».

2. Cependant, la question de la responsabilité pénale du fait d'autrui apparaît aujourd'hui à propos de la responsabilité pénale du dirigeant ou du chef d'entreprise⁴, responsable de l'infraction commise par son préposé et celle de la personne morale, responsable de l'infraction commise par ses organes ou représentants. Dans le code pénal camerounais, aucune disposition n'énonce clairement que le dirigeant est responsable des infractions commises par son préposé. C'est la jurisprudence qui énonce que « *certaines obligations légales imposent le devoir d'exercer une action directe sur les faits d'un auxiliaire ou d'un subordonné* » et que « *la responsabilité pénale remonte essentiellement au chef d'entreprise à qui sont imposé personnellement les conditions et les modes d'exploitation de leur industrie* »⁵. Quant à la responsabilité pénale des personnes morales l'article 74-1 dispose que les personnes morales sont responsables pénalement des infractions commises pour leur compte par leurs organes ou représentants ». Ces deux cas de responsabilités engagés suite à l'acte illicite d'une personne autre que le responsable, sont à l'origine d'un débat houleux dans la doctrine : responsabilité pénale du fait d'autrui ou responsabilité du fait personnel est au cœur du débat. Dès lors existe-t-elle

³V. notamment E. VERNY, *Le membre d'un groupe en droit pénal*, LGDJ, 2002, n° 159 et s.

⁴. Pour plus de simplicité dans la compréhension de la notion de dirigeant l'appellation du chef d'entreprise semble la mieux adaptée. V. par exemple R. MERLE et A. VITU, *Traité de droit criminel. Problèmes généraux de la science criminelle. Droit pénal général*, Tome 1 Paris CUJAS, 7^{ème}éd.1997, p. 663 et s. ou Ph. CONTE et P. MAISTRE DU CHAMBON, *Droit pénal général*, 7e éd., ARMAND COLIN, 2004, p. 247 et s.

⁵ Cass. Crim., 28 fév. 1956, JCP 1956. II note R. De LESTANG ; Cass. Crim., 16 dec. 1948, Bull. Crim. n°291.

une responsabilité pénale du fait d'autrui ? celui qui n'a été ni auteur ni complice d'une infraction peut-il être poursuivi et condamné à une peine à raison d'une infraction commise par un autre ?

3. La question de l'existence de la responsabilité pénale du fait d'autrui soulevée après la consécration par le législateur pénal de la responsabilité du dirigeant⁶ et celle des personnes morales a intéressé plusieurs auteurs. Pour SALVAIRE, la responsabilité du fait d'autrui est en effet, un concept civiliste, « le seul nom de responsabilité pénale du fait d'autrui suffit à éveiller un malaise »⁷. C'est dans ce sens que Jean Paul SARTRE affirme que « *l'homme est responsable de ce qu'il est* ». Or ce qu'il fait est ce qu'il est. Il rejette la possibilité qu'on puisse rendre responsable un homme d'une infraction qu'il n'aurait pas matériellement commise⁸. Cela semble en effet découler du bon sens. Pour Patrick KOLB et Laurence LETURMY, l'expression « *responsable du fait d'autrui est trompeuse* ». STEFANI (G.) et LEVASSEUR (G.) estiment que cette responsabilité pénale n'est qu'une exception au principe de la personnalité des peines et non un principe en lui-même. Ainsi, la question de la responsabilité dite pour le fait d'autrui selon l'expression de Jacques LEROY n'est

⁶ Le principe de la responsabilité pénale du dirigeant pour un fait matériellement commis par son préposé n'est affirmé nulle part dans le Code pénal. Nonobstant, la responsabilité pénale découlant des infractions non intentionnelles liées au fonctionnement de l'entreprise remonte, pour des considérations essentiellement répressives, au dirigeant alors que ces dernières ont été matériellement commises par son préposé. Cette responsabilité est davantage d'origine prétorienne que légale. V. G.H. VILON GUEZOP, La responsabilité pénale du dirigeant, Thèse, Université D'Orléans, 2016 p. 116c

⁷ J. SALVAIRE, « Réflexion sur la responsabilité pénale du fait d'autrui », *Revue .SC-crim.*, 1964, p307.

⁸ L'élément matériel exigé pour toute infraction consiste dans la manifestation extérieure de la volonté délictueuse sous la forme de gestes ou d'attitudes décrits par le texte d'incrimination. Cette exigence illustre le principe « pas d'infraction sans activité matérielle ». V. A. MINKOA SHE, Essai sur l'évolution de la politique criminelle au Cameroun depuis l'indépendance, Thèse de doctorat d'Etat en droit, tome 1, Université de Strasbourg, 1987, p. 327.

qu'apparente. Pour être puni, il faut avoir participé matériellement et intellectuellement à l'infraction : la responsabilité est dite subjective et individuelle.

4. Le mouvement d'individualisation des peines qui suppose que la responsabilité est personnelle⁹ contrairement à la responsabilité civile¹⁰, n'exclut pas aujourd'hui la question de la responsabilité dite « *du fait d'autrui* »¹¹. Découlant d'une part des dispositions des articles 334¹² et 74-1¹³ du code pénal camerounais intégrant

⁹ Ce principe enseigne que nul ne peut être exposé à une pénalité s'il n'est l'auteur de l'infraction. Il a accédé à la consécration constitutionnelle par le biais de l'article 7 alinéa 2 in fine, de la Charte Africaine qui dispose « la peine est personnelle et ne peut frapper que le délinquant ». V. A. MINKOA SHE, *Droits de l'homme et droit pénal au Cameroun*, Paris, *Economica*, 1999, p.53 ;

¹⁰ La responsabilité civile n'exige pas l'existence d'une faute incombant à celui qui doit réparer, c'est-à-dire la faute peut être le fait d'une autre personne, il existe même des hypothèses de responsabilité sans faute, il suffit alors que le responsable soit à l'origine du dommage, l'objet de cette responsabilité est la réparation du dommage occasionné, ce qui sous-entend que le responsable n'est pas forcément celui qui est personnellement mis en cause.

¹¹ M. DELMAS- MARTY, *Le flou du droit*, Paris, PUF, 2004, p. 77.

¹² Sont punis d'un emprisonnement d'un (1) mois à deux (02) ans, les personnes physiques dirigeantes des personnes morales assujetties aux procédures collectives, ainsi que les représentants permanents des personnes morales dirigeantes qui, en cette qualité et de mauvaise foi ont :

- a) Utilisé ou consommé des sommes appartenant à la personne morale en faisant des opérations de pur hasard ou des opérations fictives ;
- b) fait des achats en vue d'une revente au-dessous du cours, ou employé des moyens ruineux pour se procurer des fonds dans l'intention de retarder la constatation de la cessation de paiement de la personne morale ;
- c) payé ou fait payer un créancier au préjudice de la masse après la cessation des paiements de la personne morale ;
- d) fait contracter par la personne morale, pour le compte d'autrui, sans recevoir des valeurs en échange, des engagements jugés trop importants, eu égard à sa situation lorsque ceux-ci ont été contractés ;
- e) tenu, fait tenir ou laissé tenir une comptabilité irrégulière ou incomplète de la personne morale dans les conditions prévues à l'article 332 ci-dessus ;

¹³ Aux termes de l'article 74-1 (a), « les personnes morales sont responsables pénalement des infractions commises pour leur compte par leurs organes ou représentants »

respectivement la responsabilité pénale des dirigeants et des personnes morales suite à la modification du code pénal par la loi n°2016/007 du 12 juillet portant code pénal, et d'autre part de la rétention de la responsabilité pénale du chef d'entreprise pour des infractions commises par son préposé aux règles d'hygiène, de sécurité et de salubrité par la jurisprudence¹⁴ on se pose la question de savoir si ces deux figures de responsabilité pénales ne consacrent pas une responsabilité pénale du fait d'autrui. Soutenue par une partie majoritaire de la doctrine, la question de la responsabilité pénale du fait d'autrui paraît insensée car il n'est pas une réalité légale, historique ou théorique de la responsabilité qui n'enseigne pas le principe de sa personnalité.

5. Règle d'or du droit pénal, le principe de la responsabilité personnelle a accédé à la consécration constitutionnelle par le biais de la déclaration des droits de l'Homme et du citoyen¹⁵ et de la charte africaine des droits de l'homme et des peuples¹⁶ en raison de son interdépendance avec le principe de la personnalité des peines¹⁷ en ces termes « la peine est personnelle et ne peut frapper que le délinquant ». Ce principe signifie que pour être pénalement sanctionné, il faut avoir participé matériellement et intellectuellement¹⁸ à l'infraction : la

b) « les dispositions du paragraphe a ci-dessus ne sont pas applicables à l'Etat et à ses démembrements » ;

c) « la responsabilité pénale des personnes physiques, auteurs des actes incriminés, peut se cumuler avec celle des personnes morales ».

¹⁴ Crim. 14 déc. 1994 : Bull. Crim. n°415 p. 1010.

¹⁵ Voir les articles 8 et 9 DDHC.

¹⁶ Art 7 infine.

¹⁷ Le principe de la personnalité des peines est le principe de droit pénal selon lequel on ne peut condamner une personne pour un fait punissable qu'elle n'a pas elle-même commis. Autrement dit, une personne ne peut être punie en raison d'une infraction commise par une autre personne.

¹⁸ Le principe de la responsabilité impose l'obligation au juge de constater et de relever la participation personnelle à l'infraction de l'individu poursuivi en qualité d'auteur ou de complice. Lorsqu'un dommage est imputé à l'action de plusieurs membres d'un même groupe, il doit établir une faute personnelle pour chaque membre en relation avec le

responsabilité est dite subjective et individuelle. C'est ce que reflète l'esprit de l'article 74 alinéa 2 de notre code pénal. **Dès lors la responsabilité pénale du chef d'entreprise et celle des personnes morales sont -elles des cas de responsabilité pénale du fait d'autrui ou responsabilité pénale personnelle « par le fait d'autrui » ?**

6. En toute hypothèse, il n'est pas une réalité légale, historique ou théorique de la responsabilité qui n'enseigne pas le principe de sa personnalité. Même si certains pensent que la responsabilité pénale du chef d'entreprise et celle de la personne morale apparaissent comme des cas de responsabilité pénales dites du fait d'autrui, on peut envisager l'hypothèse selon laquelle ces deux (types) de responsabilités consacrent une nouvelle forme de responsabilité personnelle déclenchée « par le fait matériel d'autrui ».

7. La question de la nature de la responsabilité pénale du chef d'entreprise et celle de la personne morale a fait l'objet d'un débat houleux dans la doctrine. Responsabilité pénale du fait d'autrui ou responsabilité personnelle est au cœur de la controverse (I). Même si l'engagement de ces deux types de responsabilité nécessite la commission d'une infraction par une personne autre que le responsable, ces deux types de responsabilités consacrent aujourd'hui une nouvelle forme de responsabilité personnelle « par le fait d'autrui » (II).

I. LES CONTROVERSES AUTOUR DE LA NATURE DE LA RESPONSABILITÉ PÉNALE DU CHEF D'ENTREPRISE ET DE LA PERSONNE MORALE

8. La question de la nature de la responsabilité pénale du chef d'entreprise et

dommage. Par exemple : En matière de dommages subis par un patient et imputés à l'action d'une équipe médicale : il va falloir rechercher la faute personnelle de chacun des membres pour leur imputer une faute pénale.

celle des personnes morales a connu un débat houleux entre les auteurs. Pour les uns, ces deux cas de responsabilités ont une nature indirecte. Pour d'autres ils ont plutôt une nature directe. Les arguments des partisans de la responsabilité pénale du fait d'autrui (A) d'une part et ceux des partisans de la responsabilité du fait personnel (B) d'autre part reflètent cette controverse doctrinale.

A- La responsabilité pénale du chef d'entreprise et de la personne morale : deux cas de responsabilité pénale du fait d'autrui

Responsabilité du chef d'entreprise et celle de la personne morale ont respectivement été qualifiées de responsabilité pénale du fait d'autrui.

9. S'il est une responsabilité pénale faisant débat, c'est bien celle du chef d'entreprise. Ce débat ne porte pas sur l'existence-même de cette responsabilité mais sur sa nature : responsabilité pénale du fait d'autrui¹⁹ ou responsabilité du fait personnel ? lorsqu'une infraction est commise dans une entreprise, comment est-ce qu'elle peut être imputée au chef d'entreprise alors que matériellement elle a été réalisée par un salarié ? N'est-ce pas en cela qu'il y a responsabilité pour autrui ?

10. Pour une partie minoritaire de la doctrine, la responsabilité pénale du fait d'autrui est une réalité. Elle va même considérer l'employeur comme un « otage » pris au piège d'un système²⁰ ou comme un « mal condamné »²¹.

11. Rappelant pendant longtemps le principe de la responsabilité du fait personnel que « nul n'est punissable qu'à

raison de son fait personnel » ou que la responsabilité pénale ne peut résulter que d'un fait personnel²², la jurisprudence quant à elle n'est pas restée indifférente à l'affirmation des auteurs. Illustrant la nature de la responsabilité pénale du chef d'entreprise par l'arrêt Ferrand²³ et l'arrêt

²²Cass. crim., 3 mars 1859, *Bull. crim.* n° 69 ; Cass. crim., 30 décembre 1892, *S.* 1894, 1, 201, note VILLEY ; J. PRADEL et A. VARINARD, *Les grands arrêts de droit* 9e éd., Dalloz, 2014. n° 37 ; Cass. crim., 3 mars 1933, *Bull. crim.* n° 49 ; Cass. crim., 16 décembre 1948, *Bull. crim.* n° 291 ; Cass. crim., 9 novembre 1954, *Bull. crim.* n° 324 : la Cour y affirme que « l'amende, comme toute peine doit être individuelle, et le juge répressif ne peut, sans encourir la cassation, condamner plusieurs prévenus, déclarés coupables de la même infraction, à une amende indivise entre eux » ; Cass. crim., 26 février 1956, *JCP* 1956, 2, 9304. La Cour de cassation avait toutefois admis des exceptions au principe : « si aux termes des règles générales du droit, nul n'est pénalement responsable que de son fait personnel, en certaines matières des exceptions résultant soit de la loi, soit de la nature même des choses, sont admises » (Cass. crim., 3 mars 1859, *Bull. crim.* n° 69, p. 112). L'exception consiste à imputer au chef d'entreprise l'inexécution des règlements applicables à son activité, fit-elle le fait du préposé. V. Cass. crim., 26 août 1859, *S.* 1859, 1, 973 dans lequel on peut lire : « Si en général, chacun n'est passible de peine qu'à raison des faits qui lui sont personnels, cette règle souffre exception en certaines matières : notamment en fait de professions industrielles réglementées, les conditions ou les modes d'exploitation imposées à l'industrie par des arrêtés de police dans un intérêt de salubrité ou de sûreté publique obligent essentiellement le chef ou le maître de l'établissement qui est personnellement tenu de les faire exécuter, et en cas d'infraction, même par la faute de ses ouvriers ou préposés, ce n'est pas moins lui qui est avant tout réputé contrevenant ». La Chambre criminelle considère en effet que « la responsabilité pénale peut cependant naître du fait d'autrui, dans les cas exceptionnels où certaines obligations légales imposent le devoir d'exercer une action directe sur les faits d'un subordonné » (Cass. crim., 28 février 1956, *JCP* 1956, 2, 9304, note De LESTANG ; J. PRADEL et A. VARINARD, *ibid.*).

²³ Dans l'espèce, Ferrand est administrateur délégué d'une entreprise de démolitions qui a été chargée d'effectuer des travaux dans un quartier de la ville de Lyon. Alors qu'un règlement municipal imposait que le travail soit effectué au marteau, il a été réalisé par abattage, infraction pour laquelle le responsable de l'entreprise a été condamné. Pour rejeter le pourvoi, la chambre criminelle précise « qu'en matière d'industrie réglementées, notamment celle des entreprises de démolition », la responsabilité pénale remonte au chef d'entreprise. Voir *Crim.* 30 dec. 1892, Ferrand (*S.* 1894. 1. 201, note Villey).

¹⁹ La réalité d'une responsabilité pénale du fait d'autrui implique qu'un individu qui n'a en rien participé à une action délictueuse, c'est-à-dire qui lui est totalement étrangère, matériellement et moralement, puisse néanmoins faire l'objet d'une condamnation pénale.

²⁰ J. SALVAIRE, *op. cit.* p.307.

²¹ FOUGOUROUX « Les mal condamnés, pour une réforme de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes », *Dalloz.* 1965, chr, p. 233.

Widerkehr²⁴, la jurisprudence a à travers ces mêmes arrêts affirmé que la responsabilité pénale du fait personnel n'interdit pas qu'exceptionnellement la responsabilité du fait d'autrui soit admise en ces termes « s'il est de principe que nul n'est passible de peines qu'à raison de son fait personnel, la responsabilité pénale peut cependant naître du fait d'autrui ».

12. Quant à la responsabilité pénale des personnes morales sa consécration n'a pas non plus échappé à la qualification de responsabilité pénale indirecte. Plusieurs auteurs²⁵ affirment que le représentant qui accomplit une infraction et le groupement sont deux personnes différentes lesquelles ne peuvent être appréhendées par le droit pénal comme un seul individu. L'être collectif serait alors responsable pénalement non pas de sa propre infraction, mais en raison de l'infraction d'autrui²⁶.

Fondée sur le fait matériel d'une personne physique, la responsabilité pénale des personnes morales serait nécessairement une responsabilité indirecte en ce sens que la personne qui accomplit l'élément matériel de l'infraction n'est pas le groupement²⁷. Une autre partie de la

²⁴ Dans l'espèce, Widerkehr, gérant-directeur d'une papeterie a été poursuivi pour une infraction de pollution d'une rivière à la suite du déversement accidentel d'eaux résiduaires nuisibles au poisson. La chambre criminelle censure l'arrêt de la cour de Colmar qui avait relaxé le prévenu au motif notamment que l'usine était dotée d'une installation moderne de décantation des eaux résiduaires donnant habituellement toute satisfaction et que la pollution est due « à un accident imprévisible qui s'est produit en l'absence du prévenu ». Après avoir admis l'existence de l'infraction de pollution, la cour de cassation affirme « que dans les industries soumises à des règlements édictés dans un intérêt de salubrité ou de sécurité publiques », la responsabilité pénale remonte essentiellement au chef d'entreprise. Voir Crim., 28 fev 1956, Widerkehr (JCP.1956. II. 9304, note de Lestang).

²⁵ J. GUYENOT, La responsabilité des personnes morales publiques et privées, thèse Paris, 1959 ; et R. CHAPUS, Responsabilité publique et responsabilité privée, thèse Paris, 1957, p. 67.

²⁶ J.-Y. MARECHAL *Responsabilité pénale des personnes morales*, Paris : LexisNexis, 2010, p.20.

²⁷ L. GRACIA MARTÍN, La cuestión de la responsabilidad penal de las propias personas jurídicas, in Revista peruana de ciencias penales, n° 4, Lima : Gijley, 1994, p. 475. cité par T. J. REINALDET, La responsabilité pénale à l'épreuve

doctrine rejetant la qualification de la responsabilité pénale du fait d'autrui affirme que la responsabilité pénale du chef d'entreprise et celle de la personne morale sont des cas de responsabilité du fait personnel.

B- La responsabilité pénale du chef d'entreprise et de la personne morale : deux cas de responsabilité du fait personnel

Contrairement à certains auteurs qui qualifient la responsabilité pénale du chef d'entreprise et celle de la personne morale de responsabilités du fait d'autrui, d'autres plaident pour la responsabilité du fait personnel.

13. s'agissant de la responsabilité pénale du chef d'entreprise, la thèse de la responsabilité pénale du fait d'autrui doit être rejetée²⁸. Le chef d'entreprise ou toute autre personne qui est poursuivie en raison d'une infraction commise par un tiers ne peut l'être que sur la base d'une faute qui lui est personnelle. Il n'est puni que parce qu'il a commis une faute. Dans le cadre de l'entreprise, l'auteur ici est celui qui, devant faire respecter une obligation légale, avait néanmoins laissé une personne placée sous son autorité commettre une violation de ladite obligation. C'est dans ce sens que SOYER affirme que « *si le texte incriminateur fait peser directement sur le chef d'entreprise l'obligation de respecter la prescription de la loi, l'irrespect de cette loi témoigne bien de sa faute personnelle, qui consiste dans sa négligence* »²⁹.

Ainsi, le chef d'entreprise qui est poursuivi en raison d'une infraction commise par son préposé ne peut l'être que sur la

des personnes morales : étude franco-brésilienne, Thèse, Université de Toulouse, 2017, p.77.

²⁸ Lire à ce sujet KOLB (P.) et LETURMY (L.), *Droit pénal général*, Paris, Gualino, 2^{éd}, 2008, p. 239. ; STEFANI (G.), LEVASSEUR (G.) et BOULOC (B.), *droit pénal général*, Dalloz, 24^{ème} éd 2015, n° 365 et s.

²⁹ J.-C. SOYER, *Droit pénal et Procédure pénale*, Paris, LGDJ., 18^{ème} ed, 2005, p 441.

base d'une faute qui lui est personnelle³⁰. Le chef d'entreprise a commis une faute personnelle³¹ qualifiée de négligence.

14. Quant à la responsabilité pénale des personnes morales, les partisans de la responsabilité du fait personnel pensent que les organes ou représentants sont la personne morale. Elle est donc, à travers ses organes, responsable de son propre fait, donc de sa propre faute, et non du fait d'autrui³². Lorsqu'une infraction est commise par un organe ou un représentant, c'est en réalité, la personne morale qui se rend juridiquement coupable de l'acte délictueux. Ils parlent d'une « responsabilité du fait personnel par représentation »³³.

15. En raison de la représentation de la personne morale, l'organe ou le représentant de la personne morale n'est pas un « autrui », mais la personne morale elle-même. La faute de la personne physique est la faute de la personne morale et l'imputabilité de la personne physique est l'imputabilité de la

personne morale. L'organe ou le représentant exprime la volonté de la personne morale³⁴ ; l'infraction qu'il commet est une infraction personnellement commise par la personne morale³⁵ lorsqu'il agit pour le compte du groupement, il n'est plus lui-même, il devient la personne morale »³⁶ : le dirigeant incarne véritablement la personne morale. Le principe de la responsabilité personnelle suppose seulement l'exclusion de la responsabilité d'un individu pour des actes commis par un autre et que plus précisément celui qui agit en commettant le délit et celui qui est puni doivent être identifiés comme la même personne.

Rappelant l'exigence de ce principe, la chambre criminelle a clairement énoncé cette règle en refusant qu'une société absorbante puisse se voir imputer les infractions commises par les sociétés absorbées ou fusionnées en ces termes « la fusion faisant perdre son existence juridique à la société absorbée, l'action publique est éteinte à son égard »³⁷.

³⁰ **M. E. CARTIER**, « Notion et fondement de la responsabilité du chef d'entreprise », in la responsabilité pénale de l'entreprise, journées d'études, Masson 1977, p.46 ; **REINHARD**, L'acte du salarié et la responsabilité pénale du chef d'entreprise, Thèse, Université de Lyon, 1974. ; **J. PRADEL et A VARINARD**, *Les grands arrêts du droit pénal général*, Grands arrêts Dalloz, 9e éd., 2016, n°38, p. 570.

³¹ **G. STEFANI et G. LEVASSEUR**, *droit pénal général et criminologie, éd 1957 n° 297PS*

³²Le principe de la responsabilité personnelle s'oppose à l'existence d'une responsabilité pénale du fait d'autrui. Ce principe n'exclut certes pas que l'on soit pénalement responsable, pour faute personnelle d'un fait illicite commis matériellement par autrui. C'est le cas, par exemple, du père de famille dont l'enfant a commis un meurtre en utilisant une arme à feu laissée imprudemment à portée de main. Mais la responsabilité reste bien personnelle en ce sens que le responsable sera pénalement condamné en raison d'une faute qui lui est propre. De ce point de vue, l'expression de « responsabilité pénale du fait d'autrui » est approximative, voire inexacte : V., dans le même sens, **P. CONTE et P. MAISTRE DU CHAMBON**, *Droit pénal général*, Armand Colin, 4e éd., n° 430 1999, p. 54.

³³L'expression a été employée par **F. DESPORTES** dans son rapport à la Cour de cassation en vue du premier arrêt de la Cour, rendu en matière de responsabilité pénale des personnes morales. Voir aussi **J-C. SAINT PAU** (*J-La responsabilité des personnes morales : réalité et fiction, in le risque pénal dans l'entreprise*, Litec, 2003, n°124 p.81.

³⁴ L'impossibilité d'identifier un organe ou un représentant auteur de l'infraction empêche toute condamnation de la personne morale. **J. CONSIGLI**, « Responsabilité pénale des personnes morales pour les infractions involontaires : critères d'imputation », RSC et DPC, 2014/2 n°2, p. 298 ; **F DESPORTES et F LE GUNEHEC**, *Droit pénal général*, Paris, Economica, 2009, n° 600 572-573.

³⁵ **F. DESPORTES et F. LE GUNEHEC**, Ibidem.n°599-1 sur le caractère personnel de la responsabilité des personnes morales ; **J-C. SAINT PAU**, « La responsabilité des personnes morales : réalité et fiction », in *le risque pénal dans l'entreprise*, Paris, Litec, coll. « Carré droit », 2003, p. 72 et s

³⁶ **D. OHL**, « Recherche sur un dédoublement de la personnalité en droit pénal (à propos d'une responsabilité pénale de la personne morale qui n'exclut pas celle du dirigeant personne physique) », in *études offertes à Barthélemy Mercadad*, éd F. Lefebvre 2002, n°5 p.375.

³⁷ Cass. Crim.9 sept 2009, N°8-87.312, Juris-Data N°2009-049715. Voir les commentaires de **R. SALOMON**, « la société absorbante peut-elle se voir reprocher les infractions commises par la société absorbée ? », *Droit des sociétés*, N°11, 2008, p 213 ; voir aussi Cass. Crim.,14 oct. 2003 : Bull. crim., N°91. La responsabilité pénale d'une société absorbante pour des faits commis antérieurement par une société absorbée est écartée : « nul n'est responsable pénalement que de son propre fait » ; **FORTIS (E.)**, « Le fait personnel de la personne morale », RSC, 2004, p. 339 ; Crim, 20 juin 2000 ; Bull. Crim n° 237 ; 14 octobre 2003 Bull. Crim n° 189

16. L'article 74 du code pénal camerounais dispose que pour être responsable, il faut avoir commis matériellement et intellectuellement une infraction. Ainsi, pour être déclaré irresponsable il faut être aussi moralement irresponsable. C'est en cela que le droit pénal en traitant de la participation criminelle, envisage la responsabilité pénale de l'auteur matériel, indirect³⁸ et intellectuel³⁹. Ainsi, responsabilité pénale du chef d'entreprise et celle de la personne morale ne sont en aucun moment des cas de responsabilité indirecte car tout comme le dit le même article 74, l'auteur lorsqu'il est matériellement irresponsable doit l'être aussi moralement.

17. Cependant, un constat se dégage. L'engagement de la responsabilité du chef d'entreprise et celle de la personne morale est soumis à la commission de l'élément matériel de l'infraction par une personne autre que celle qui est punie. Dès lors ces deux cas ne consacrent-ils pas des cas de la responsabilité personnelle « par le fait d'autrui » ?

II. La responsabilité pénale du chef d'entreprise et de la personne morale : deux cas de consécutions nouvelles de responsabilité personnelle « par le fait d'autrui »

18. Deux conditions cumulatives sont exigées pour qu'on puisse parler de la responsabilité personnelle par le fait d'autrui : le fait matériel d'autrui d'abord (A) et ensuite le fait latent du responsable (B).

A- L'accomplissement du fait matériel par autrui

19. L'acte matériel est ce qu'on qualifie dans la composante culpabilité de la responsabilité pénale, de l'action ou de l'omission ou du comportement illicite d'une personne occasionnant une infraction. Associé à autrui, l'acte matériel signifie dans la responsabilité pénale du chef d'entreprise

et celle de la personne morale l'accomplissement ou réalisation du fait constituant la faute par une personne autre que le responsable.

20. Dans la responsabilité pénale du chef d'entreprise, l'acte matériel d'autrui est le fait matériel de son préposé, l'infraction matériellement commise par le préposé et qui engage sa responsabilité pénale. L'acte matériel commis par le seul fait du préposé du chef d'entreprise est suffisant pour engager la responsabilité pénale de ce dernier, fictivement considéré comme étant l'auteur de l'infraction.

21. Dès lors comment une personne physique capable d'accomplir l'élément matériel de l'infraction ne peut être déclarée responsable que lorsque le fait matériel est commis par autrui ?

22. En effet, une dissociation est réalisée entre responsabilité et matérialité, en ce sens que la responsabilité du chef d'entreprise pourra être retenue alors qu'il n'aura aucunement pris part, matériellement, à la réalisation de l'infraction. L'absence d'une participation matérielle n'a aucune influence sur la nature de la responsabilité pénale mais plutôt crée une variante de la responsabilité personnelle : une responsabilité personnelle « par le fait d'autrui ». Ainsi, on peut bel et bien être puni aujourd'hui pour un acte matériellement commis par un autre mais l'expression responsabilité du fait d'autrui ne semble pas s'adapter légalement à notre droit pénal. Elle est approximative, voire inexacte comme le disent CONTE (P.) et MAISTRE DU CHAMBON (P.)⁴⁰. Une véritable œuvre

³⁸ L'auteur indirect est celui qui a commis une imprudence qui est à l'origine d'une infraction

³⁹ L'auteur intellectuel est celui qui fait commettre l'infraction par un autre. V. A. MINKOA SHE, op cit., p. 317.

⁴⁰ Le principe de la responsabilité personnelle s'oppose à l'existence d'une responsabilité pénale du fait d'autrui. Ce principe n'exclut certes pas que l'on soit pénalement responsable, pour faute personnelle d'un fait illicite commis matériellement par autrui. C'est le cas, par exemple, du père de famille dont l'enfant a commis un meurtre en utilisant une arme à feu laissée imprudemment à portée de main. Mais la responsabilité reste bien personnelle en ce sens que le responsable sera pénalement condamné en raison d'une faute qui lui est propre. De ce point de vue, l'expression de « responsabilité

législative semble donc nécessaire afin de préciser la nature de cette responsabilité pénale. Le chef d'entreprise n'ayant pas participé matériellement, n'est pas exonéré de sa responsabilité morale.

23. Tout comme la responsabilité du chef d'entreprise, la responsabilité pénale des personnes morales ne peut être retenue que suite aux agissements d'une personne physique.

24. La responsabilité pénale des personnes morales suppose une infraction commise par un organe ou un représentant. A partir de là, on voit qu'il n'est pas possible de rechercher directement la responsabilité de la personne morale car, il faut d'abord passer par la démonstration qu'il y a eu une infraction commise par le représentant ou l'organe avant de l'imputer à la personne morale, c'est-à-dire que les éléments constitutifs de l'infraction doivent toujours être recherchés en la personne de l'organe ou du représentant personne physique. C'est même sans doute la raison primordiale qui a conduit certains auteurs à qualifier cette responsabilité de nature indirecte en se posant la question de savoir comment pourrait-on affirmer en même temps que la personne morale, d'un côté, est responsable de l'infraction de son organe ou de son représentant (autrui) et d'un autre côté affirmer le caractère personnel d'une telle responsabilité⁴¹ ?

25. En raison de sa nature immatérielle, la personne morale ne peut agir que par l'intermédiaire d'une personne physique qui est son organe ou son représentant. Incarnant l'âme dirigeante⁴² de la personne

pénale du fait d'autrui » est approximative, voire inexacte : V., **CONTE (P.) MAISTRE DU CHAMBON (P.)**, *op cit.* n° 430.

⁴¹ **F. DESPORTES et F. LE GUNEHEC**, Droit pénal général. *op. cit.* n° 600 à 603.

⁴² « L'âme dirigeante » est une expression utilisée par le droit canadien dans l'arrêt R. c/ Canadian Dredge and Dock. Elle met en cause toute une problématique concernant le développement d'une notion de critère organique qui « ne soit trop restrictive, pour éviter que les grandes corporations échappent presque complètement à leur responsabilité, ni trop large pour que la personne

morale, l'organe ou le représentant est celui qui commet l'élément matériel de l'infraction. En raison de leurs pouvoirs de direction, de contrôle, d'autorité et de représentation les organes ou représentants sont assimilables au groupement et vont l'incarner au plan physique. Ne constituant pas des personnes à part entière en agissant pour le compte de la personne morale, cette responsabilité demeure personnelle à la condition que l'infraction soit commise par un organe ou un représentant.

Exigeant un acte matériel commis par le fait d'autrui, ces deux cas de responsabilité personnelle spécifiques exigent aussi que le responsable ait commis une faute particulière implicite à l'acte matériel commis « par le fait d'autrui ».

B- L'exigence du fait latent du responsable

26. La « responsabilité pénale par le fait d'autrui » ne peut être retenue que si derrière le fait matériel d'autrui se trouve un fait fautif sous-jacent du responsable. Ainsi, le chef d'entreprise tout comme la personne morale ne peuvent être punis que pour leur propre faute.

27. Pour que le chef d'entreprise soit déclaré responsable de l'infraction matériellement commise par son préposé, une négligence doit lui être reprochée. Le chef d'entreprise est puni par ce qu'il a négligé de surveiller son employé et c'est à cette condition seulement qu'il est responsable. L'engagement de sa responsabilité pénale découle du fait que grâce à ses pouvoirs de chef il a la possibilité de donner des ordres, notamment celui de respecter la loi au sein de son entreprise. Lorsqu'il est observé qu'il n'a pas donné l'ordre, si le salarié s'est mal comporté, c'est par ce qu'on ne l'a pas canalisé. Ainsi, seul

morale ne soit appelée à répondre des actes d'un nombre trop élevé d'employés. Auquel cas, cela signifierait une application indirectement la théorie de la responsabilité pour autrui » **P. BÉLIVEAU**, La responsabilité pénale des corporations en droit canadien, in RSC, 1999, p. 4.

le devoir de surveillance pèse sur le chef d'entreprise, il ne saurait être responsable d'une infraction intentionnelle⁴³. Le chef d'entreprise, n'ayant pas su avoir empêché que l'infraction se produise, c'est bien pour sa propre faute et uniquement pour celle-ci qu'il est poursuivi. Ce qui lui est reproché, c'est de ne pas avoir pris toutes les précautions ou les dispositions qui s'imposaient à lui. Son inaction est donc la cause de la faute non-intentionnelle qui peut lui être reprochée⁴⁴. A cet effet, même si l'infraction est matériellement commise par le préposé, c'est au chef d'entreprise que l'inobservation de l'obligation est imputée car c'est à lui qu'incombe la charge de veiller au respect de l'obligation⁴⁵. C'est dans ce sens que, la jurisprudence dans une décision rendue par la chambre criminelle en date du 18 avril 1983, en infirmant un arrêt de la Cour d'appel qui avait relaxé les dirigeants d'une société du chef de défaut de communication de documents sociaux à un actionnaire au motif que ce dernier n'avait pas eu à faire aux dirigeants de la société et que l'identité de la personne ayant donné l'ordre de refus n'avait pu être établie. Mais la Haute juridiction a estimé « que le président de la société à défaut d'élément établissant la responsabilité d'une autre personne visée devait être tenu pour pénalement responsable de l'infraction poursuivie. » Il en résulte que le dirigeant, alors même qu'il ne s'est pas personnellement opposé à la communication des documents sociaux, doit assumer les conséquences pénales de la violation d'une obligation dont la charge du respect lui

⁴³ J. PRADEL, *Principes de droit criminel*, Paris, CUJAS, 1999, p. 103.

⁴⁴ Les infractions non-intentionnelles renvoient aux infractions survenues du fait de l'imprudence, de la négligence, du défaut de précaution, de la maladresse ou de l'inattention du dirigeant pénalement responsable. Elles sont indépendantes de l'intention de l'auteur et sont réprimées en raison de la seule violation des dispositions textuelles. V. A. M. EBELE DIKOR, « La responsabilité pénale des dirigeants sociaux du fait d'infraction non-intentionnelles », *ERSUMA*, n° 6, 2016, p. 7.

⁴⁵ G.H. VILON GUEZO, *op cit.*, p.127.

incombait⁴⁶. Bref, comme le dit le doyen DELANNEY, la loi « *ne connaît que lui* »⁴⁷.

28. La justification de cette responsabilité du chef d'entreprise peut se trouver à deux niveaux :

D'une part, elle se trouve dans le texte d'incrimination. Si le texte consacrant sa responsabilité fait peser directement sur lui l'obligation de respecter la prescription de la loi, l'irrespect de cette loi témoigne bien de sa faute personnelle⁴⁸.

D'autre part, elle se justifie par le lien de subordination qui le lie au préposé⁴⁹ en raison de la relation de travail qui les unie. Ainsi, la mise en œuvre de la responsabilité pénale du chef d'entreprise implique deux conditions objectives : l'existence d'une entreprise réglementée et la réalisation d'une infraction par un salarié de l'entreprise. En d'autres termes, la responsabilité pénale du chef d'entreprise est engagée lorsque l'infraction commise par le salarié a des liens avec l'activité de l'entreprise d'une part et pendant son fonctionnement d'autre part. Bref, il n'est bien sûr pas possible de mettre à la charge de l'employeur l'infraction d'un salarié qui n'aurait aucun lien avec l'activité de l'entreprise⁵⁰ et en dehors du fonctionnement de celle-ci.

29. Quant à la responsabilité pénale des personnes morales, les éléments constitutifs de l'infraction doivent être réunis non pas sur la tête de la personne physique elle-même, mais plutôt sur la tête d'une personne morale par l'intermédiaire de ses organes ou représentants qui incarnent sa personne. La

⁴⁶ Ibid.

⁴⁷ Note sous Cass. crim., 21 décembre 1907, D. 1910. 169, p. 170

⁴⁸ J.-C. SOYER, *Droit pénal et procédure pénale*, Manuel LGDJ-Montchrestien 18^{ème} ed 2004, p. 441.

⁴⁹ Au sens large, le préposé étant toute personne qui exécute une tâche dans l'intérêt du chef d'entreprise. Au sens restreint, le préposé est seulement l'employé. V. J. PRADEL, *Droit pénal comparé*, 4^{ème} éd, Précis, Dalloz, 2016, p. 163.

⁵⁰ Trib. Corr. Montargis, 24 janvier 1973 *Gaz. Pal.* 1973.1. 355

personne morale accomplit elle-même sa propre infraction et devient pénalement responsable à cause de sa propre faute.

30. L'expression « pour le compte de » semble bien exprimer l'élément intentionnel de l'infraction imputable à la personne morale. C'est l'accomplissement de cette condition qui nous permet de conclure que l'infraction traduit fidèlement l'intention illicite de la personne morale. En d'autres termes cette condition réalise une adaptation de l'élément matériel de l'infraction à l'égard des groupements, puisque grâce à elle l'être collectif peut accomplir une action ou une omission illicite en droit pénal⁵¹. Bref, cette condition postule que l'infraction soit constituée dans tous ses éléments⁵² sans qu'il soit nécessaire d'établir une faute distincte de la personne morale⁵³. La responsabilité pénale demeure donc personnelle⁵⁴ par ce que l'infraction doit être caractérisée dans tous ses éléments sur la tête de la personne morale en ce sens que les organes ou représentants lui sont assimilables, ils sont « la personne morale » elle-même. Dès lors, si les organes ou représentants sont assimilables à la personne morale et peuvent commettre d'infraction pour elle, en quoi peut-on dire que cette responsabilité est qualifiée de responsabilité personnelle « par le fait d'autrui » ?

⁵¹ T.J. REINALDET DOS SANTOS op. cit. p.156.

⁵² Crim. 2 dec. 1997, Société anonyme RS., in J. PRADEL et A. VARINARD, *Les grands arrêts du droit pénal général*, 10e éd., Dalloz, 2016.n°38

⁵³ Crim. 26 juin 2001, Bull. crim. N°161.

⁵⁴ La responsabilité pénale est dite personnelle lorsqu'elle prend en compte la personne juridique, physique ou morale. Il s'agit d'un enrichissement de la théorie de la responsabilité pénale, dans sa composante imputabilité. Celle-ci qui était réservée aux individus, aux personnes « physiques » par ce qu'ils semblaient seuls capables de raison et de volonté est désormais reconnue aussi aux personnes morales, douées d'une volonté et d'une raison collectives. V. S.P. KOUAM, *Les transformations contemporaines du droit pénal (Analyse à partir de l'exemple camerounais)*, Séminaire doctoral, 2019-2020, p.18 ; M. DELMAS-MARTY, *Le flou du droit*. Paris, PUF, Edition Quadrige, 2004, p.77.

31. ce qui caractérise réellement la responsabilité pénale personnelle « par le fait d'autrui », c'est la scission de l'acte matériel et la faute du responsable. Celui qui accomplit l'acte matériel n'est pas l'auteur moral de l'infraction. Ainsi, en raison de la particularité de ces deux types de responsabilité pénale l'absence de participation directe à l'infraction ne fait pas du chef d'entreprise et des personnes morales des responsables du fait d'autrui au plan pénal. Ceux-ci sont responsables de leur propre faute. Le chef d'entreprise répond de l'infraction à la commission matérielle de laquelle il n'a pas directement participé, mais qui se rattache au fonctionnement de l'entreprise qu'il a la direction. C'est sa méconnaissance des règles d'hygiène ou de sécurité qui lui est donc imputée.

32. Les organes et représentants étant assimilables à la personne morale ne peuvent être considérés comme autrui. Ici, autrui est considéré comme la personne qui commet matériellement l'infraction distincte du responsable. La personne morale étant en principe responsable de l'infraction commise par ses organes ou représentants qui incarnent sa personne, c'est la raison pour laquelle sa responsabilité pénale peut être qualifiée « par le fait d'autrui » puisque sa nature immatérielle fait obstacle à sa participation physique à une infraction. Le chef d'entreprise ou la personne morale est personnellement responsable par ce qu'il ou elle est considérée (e) comme auteur de l'infraction.

CONCLUSION

En conclusion, la question de la nature de la responsabilité pénale du chef d'entreprise et celle de la personne morale a toujours fait l'objet de controverses dans la doctrine : responsabilité pénale du fait d'autrui ou du fait personnel a animé les auteurs. Mais, il n'est pas une réalité légale, historique ou théorique de la responsabilité qui n'enseigne pas le principe de sa personnalité. Au-delà de ces controverses, aujourd'hui, on s'intéresse à la question de savoir si ces deux cas de responsabilités ne

sont pas plutôt une variante de la responsabilité du fait personnel dite « par le fait d'autrui ». La scission entre l'acte matériel d'autrui et le responsable n'est pas une condition de la responsabilité pénale du fait d'autrui car celui qui n'a pas participé matériellement à une infraction peut être moralement responsable⁵⁵. Négligent la participation matérielle à une infraction la responsabilité pénale du chef d'entreprise et celle de la personne morale ne s'éloignent pas de la responsabilité du fait personnel. Même si le mode de participation apparaît à première vue contraire au principe de la responsabilité du fait personnel, ces deux cas de responsabilité pénale tout en demeurant particulières répriment un comportement fautif personnel. Le chef d'entreprise et la personne morale qui ne peuvent voir leur responsabilité pénale engager que par l'infraction commise matériellement par une personne sont à notre sens qualifiés de responsables « par le fait d'autrui ». Tout compte fait, la personne physique comme la personne morale peut aujourd'hui être puni pour une infraction commise par une autre personne sans avoir à recourir à la qualification de la responsabilité pénale du fait d'autrui mais responsabilité personnelle « par le fait d'autrui ».

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

[1] P. BÉLIVEAU, « La responsabilité pénale des corporations en droit canadien », in *RSC*, 1999, p.4 ;

[2] M. E. CARTIER, « Notion et fondement de la responsabilité du chef d'entreprise », in *la responsabilité pénale de l'entreprise*, journées d'études, Masson 1977, p.46 ;

[3] R. CHAPUS, Responsabilité publique et responsabilité privée, thèse, université de Paris, 1957 ;

[4] Ph. CONTE et P. MAISTRE DU CHAMBON, *Droit pénal général*, Armand Colin, 4e éd., 1999, n° 430 ;

[5] J. CONSIGLI, « Responsabilité pénale des personnes morales pour les infractions involontaires : critères d'imputation », *RSC et DPC*, 2014/2N°2, p.298 ;

[6] M. DELMAS-MARTY, *Le flou du droit*. Paris, PUF, Edition Quadrige, 2004, 389 pages ;

[7] F. DESPORTES et F. LE GUNEHEC, *Droit pénal général*, Paris : Économica, 2009 ;

[8] A. M. EBELE DIKOR, « La responsabilité pénale des dirigeants sociaux du fait d'infraction non-intentionnelles », *ERSUMA*, n°6, 2016, pp 1à 18 ;

[9] P. FAUCONNET, *La responsa-bilité : étude de sociologie*, F. Alcan, Paris, 1920, p. 330. ;

[10] FOUGOUROUX, « Les mal condamnés, pour une réforme de la loi du 1^{er} aout 1905 sur la répression des fraudes », *Dalloz*. 1965, chr, pp. 221-239 ;

[11] L. GRACIA MARTÍN, La cuestión de la responsabilidad penal de las propias personas jurídicas, in *Revista peruana de ciencias penales*, n° 4, Lima : Gijley, 1994. ;

[12] J. GUYENOT, La responsabilité des personnes morales publiques et privées, thèse Paris, 1959 ;

[13] P. KOLB et L. LETURMY, *Droit pénal général*, Paris, Gualino, 2éd, 2008 ;

[14] S. P. KOUAM, Les transforma-tions contemporaines du droit pénal (Analyse à partir de l'exemple camerounais), Séminaire doctoral, 2019-2020, 35 pages ;

[15] J-Y. MARÉCHAL, *Responsa-bilité pénale des personnes morales*, Paris : LexisNexis, 2010 ;

[16] R. MERLE et A. VITU, *Traité de droit criminel. Problèmes généraux de la science criminelle. Droit pénal général*, Tome 1, Paris CUJAS ,7^{ème}éd.1997, 996 pages ;

[17] A. MINKOA SHE, Essai sur l'évolution de la politique criminelle au Cameroun depuis l'indépendance, Thèse de doctorat d'Etat en droit, tome 1, Université de Strasbourg, 1987, 515 pages ;

[18] A. MINKOA SHE, *Droits de l'homme et droit pénal au Cameroun*, Paris, *Economica*, 1999, 317 pages ;

[19] D. OHL, « Recherche sur un dédoublement de la personnalité en droit pénal (à propos d'une responsabilité pénale de la personne morale qui n'exclut pas celle du dirigeant personne physique) »,

⁵⁵ Art 74 (2) du CP.

in études offertes à Barthélemy Mercadad, éd F. Lefebvre 2002, n°5 p.375. ;

[20] X. PIN, *Droit pénal général*, Paris, Dalloz, 10^{éd}, 2018, 576 pages ;

[21] J. PRADEL et A. VARINARD, *Les grands arrêts du droit pénal général*, Grands arrêts Dalloz, 9^e éd., 2016, n°38, p. 570. ;

[22] J. PRADEL, *Principes de droit criminel*, Paris, CUJAS, 1999, 340 pages ;

[23] J. PRADEL, *Droit pénal comparé*, Précis, Dalloz, 4^{éd}, 2016, 4963 pages ;

[24] REINHARD, *L'acte du salarié et la responsabilité pénale du chef d'entreprise*, Thèse, Université de Lyon, 1974. ;

[25] T. J. REINALDET DOS SANTOS, *La responsabilité pénale à l'épreuve des personnes morales : étude comparée franco-brésilienne*, Thèse, Université Toulouse, 2017, 580 pages ;

[26] J-C. SAINT PAU, « La responsabilité des personnes morales : réalité et fiction », in *le risque pénal dans l'entreprise*, Paris, Litec, coll. « Carré droit », 2003, p. 72 et s ;

[27] R. SALOMON, « la société absorbante peut-elle se voir reprocher les infractions commises par la société absorbée ? », *Droit des sociétés*, N°11, 2008, p 213 ;

[28] J. SALVAIRE, « Réflexions sur la responsabilité pénale du fait d'autrui », *RSC*, 1964, p.307 ;

[29] J-C. SOYER, *Droit pénal et procédure pénale*, Paris, LGDJ-Montchrestien, 18^{ème} ed, 2004, 441p ;

[30] G. STEFANI et G. LEVASSEUR, *droit pénal général et criminologie*, éd 1957 n° 297PS ;

[31] G. STEFANI, G. LEVASSEUR et B. BOULOC, *droit pénal général*, Dalloz, 24^{ème} éd 2015, n° 365 et s. ;

[32] E. VERNY, *Le membre d'un groupe en droit pénal*, Paris, LGDJ, 2002, 519 p ;

[33] G.H. VILON GUEZOP, *La responsabilité pénale du dirigeant*, Thèse, Université D'Orléans, 2016, 504 pages ;

[34] Cass. Crim., 28 fév. 1956, JCP 1956. II note R. De LESTANG ; Cass. Crim., 16 dec. 1948, Bull. Crim. n°291.

[35] Cass. crim., 3 mars 1859, *Bull. crim.* n° 69 ; Cass. crim., 30 décembre 1892, S. 1894, 1, 201, note VILLEY ; J. PRADEL et A. VARINARD, *Les grands arrêts de droit pénal* 9^e éd., Dalloz, 2014. n° 37 ; Cass. crim., 3 mars 1933, *Bull. crim.* n° 49 ; Cass. crim., 16 décembre 1948, *Bull. crim.* n° 291 ; Cass. crim., 9 novembre 1954, *Bull. crim.* n° 324 ; Cass. crim., 26 février 1956, *JCP* 1956, 2, 9304 ; Cass. crim., 3 mars 1859, *Bull. crim.* n° 69, p. 112 ; Cass. crim., 26 août 1859, S. 1859, 1, 973 Cass. crim., 28 février 1956, *JCP* 1956, 2, 9304, note De LESTANG ; J. PRADEL et A. VARINARD, *Les grands arrêts de droit pénal* 9^e éd., Dalloz, 2014. n° 37 .). Crim.30 dec. 1892, Ferrand (S. 1894. 1. 201, note Villey) ;

[36] Crim., 28 fev 1956, Widerkehr (JCP.1956. II. 9304, note de Lestang) ;

[37] Cass. Crim.9 sept 2009, N°8-87.312, Juris-Data N°2009-049715 ; voir aussi Cass. Crim., 14 oct. 2003 : Bull. crim., N°91 ;

[38] Crim, 20 juin 2000 ; Bull. Crim n° 237 ; 14 octobre 2003 Bull. Crim ;

[39] Trib. Corr. Montargis, 24 janvier 1973 *Gaz. Pal.* 1973.1. 355 ;

[40] Crim. 2 dec. 1997, Société anonyme RS., in J. PRADEL et A. VARINARD, *Les grands arrêts du droit pénal général*, 10^e éd., Dalloz, 2016.n°38 ;

[41] Crim. 26 juin 2001, Bull. crim. N°161.